

Origine et évolution de l'agriculture familiale dans le Nordeste semi-aride

Eric Sabourin, Patrick Caron

Après une brève description du cadre agraire régional, ce chapitre résume l'histoire de l'agriculture du Nordeste semi-aride depuis ses origines. Il montre comment et pourquoi l'agriculture familiale, longtemps ignorée, a évolué jusqu'à devenir la principale forme de production agricole dans la région, et comment elle fait l'objet, depuis quelques années, d'un regain d'intérêt dans l'ensemble du Brésil.

Le développement agraire du Nordeste semi-aride

Le Nordeste est l'une des cinq régions administratives du Brésil. Il est composé de neuf Etats : Alagoas, Bahia, Ceará, Maranhão, Paraíba, Pernambuco, Piauí, Rio Grande do Norte et Sergipe, qui occupent une superficie de 1 542 000 kilomètres carrés (figure 1). En 1991, 29 des 147 millions de Brésiliens y résidaient. Si la majorité des habitants du Nordeste se concentrent dans les grandes métropoles du littoral atlantique, ils sont néanmoins 38 % dans la zone intérieure semi-aride, d'une superficie de 937 000 kilomètres carrés (IBGE, 1991).

Le Nordeste est la partie la plus pauvre du pays, la plus défavorisée, celle où ont survécu les formes de contrôle politique les plus archaïques, celle qui alimente les plus importants courants migratoires vers le sud-est et le nord (THERY, 1995a). Pour expliquer la situation, on invoque souvent la sécheresse, mais la diversité physique limite considérablement la portée de cet argument : une grande partie du Nordeste connaît une pluviométrie supérieure à 1 000 millimètres, mais la situation sociale n'y est pas meilleure pour autant.

Le Nordeste est divisé en trois sous-ensembles naturels bien différenciés en fonction du gradient pluviométrique (voir la carte 1 en annexe ; ANDRADE, 1986). L'étroite bande littorale humide, qui reçoit de 1 500 à 2 000 millimètres de pluie par an, est appelée zone de la *mata*, forêt en portugais. Les collines de l'*agreste*, dont la pluviométrie oscille entre 800 à 1200 millimètres, étaient autrefois recouvertes d'une forêt sèche arborée. Elles sont aujourd'hui entièrement consacrées à l'agriculture, essentiellement au maïs et au haricot, et à l'élevage (ANDRADE, 1967), et constituent une zone de transition entre le littoral et l'intérieur semi-aride où la pluviométrie n'est que de 400 à 800 millimètres : le *sertão*¹.

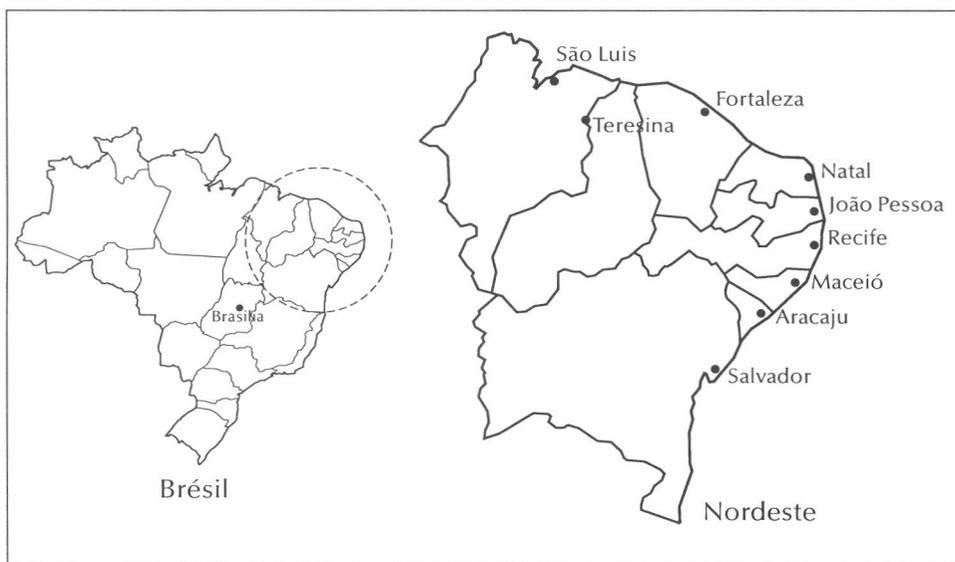


Figure 1. Le Brésil et la région du Nordeste (d'après TONNEAU, 1994).

1. Nom donné à la région aride du Nordeste. En fait, les définitions (BUARQUE, 1986) insistent sur la distance entre le *sertão* et les zones du littoral, sur la faible densité démographique, sur la prédominance des activités d'élevage et sur le faible développement des cultures. L'aridité du climat est à peine évoquée. On peut ainsi rapprocher ce nom du mot *deserto*, le désert.

L'agriculture brésilienne a été, dès la colonisation, tournée vers le commerce et l'exportation, et vouée aux besoins du marché européen. La production alimentaire était limitée (ANDRADE, 1967). Le Nordeste, première région colonisée par les Portugais, a très tôt connu la prospérité grâce aux exportations du sucre vers l'Europe. C'est sur le littoral que s'est constitué le premier îlot de « l'archipel brésilien » et que le premier des grands cycles économiques du Brésil s'est développé (THERY, 1995b ; figure 2). Mais la concentration des richesses dans

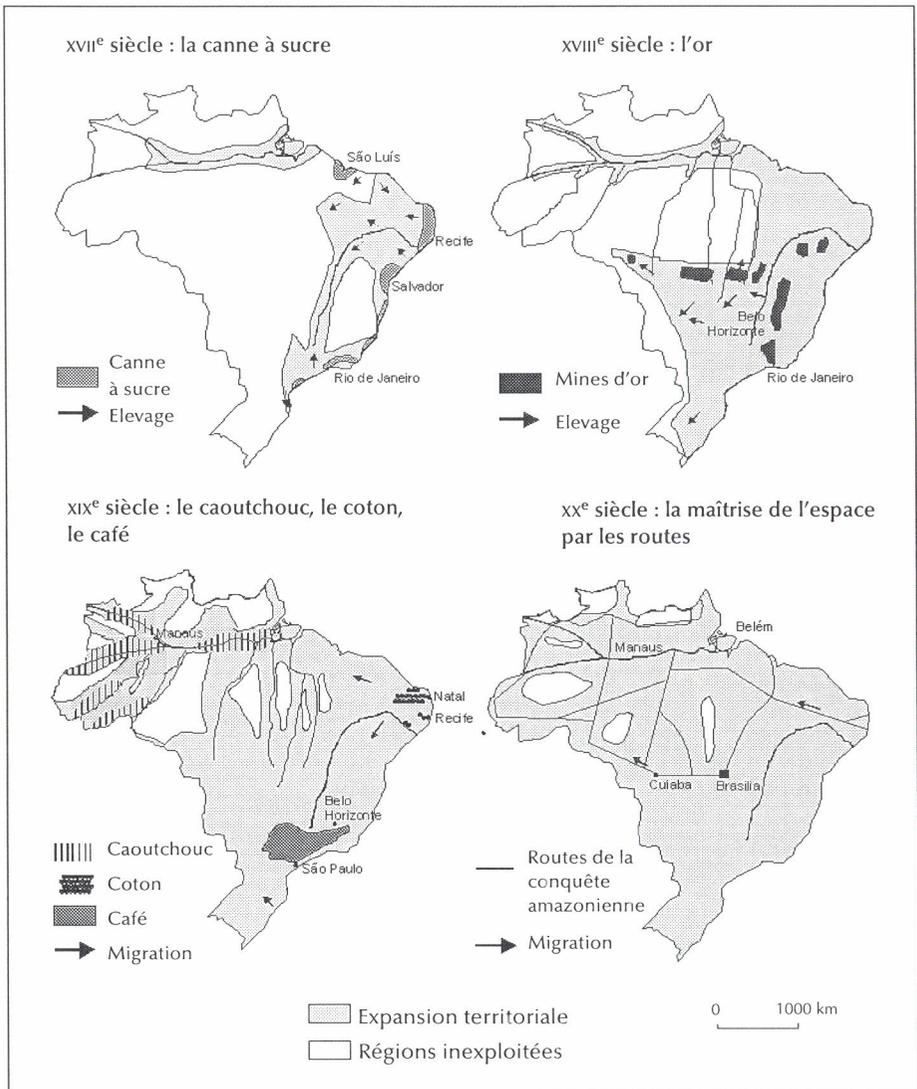


Figure 2. L'expansion territoriale : fronts pionniers et cycles économiques (THERY, 1995a).

les mains d'une minorité et le caractère excentré de l'économie (importation de produits de luxe grâce aux revenus des cultures d'exportation) ont freiné le développement de la région. La crise du marché sucrier au XVIII^e siècle n'a fait que renforcer cette situation. Certes, d'autres marchés se sont ouverts, d'autres cultures ont contribué à un certain dynamisme économique, mais, selon THERY (1995a), « aucun des cycles ultérieurs n'est ensuite venu beaucoup modifier cette situation, bien que deux épisodes aient contribué à diversifier la base économique régionale [:] la culture du coton [qui] permet une occupation plus dense de la zone semi-aride [... et] au début du XIX^e siècle, le développement des plantations de cacao dans le sud de l'Etat de Bahia ».

En 1850, la loi de la terre rend impossible l'obtention de terres, si ce n'est par achat. Le marché foncier est instauré. La loi est votée sous la pression de certains grands propriétaires dont le souci est de limiter les occupations illégales de terres, de plus en plus fréquentes. Mais elle se traduit en fait par l'installation de très nombreuses familles. En effet, elle régularise la situation des occupants. Elle permet ainsi aux vachers des *fazendeiros* d'acheter de la terre et de s'installer avec leurs troupeaux, constitués grâce au système de rémunération appliqué par les grands propriétaires². C'est là l'origine de l'agriculture familiale dans le Nordeste semi-aride (PRADO, 1960 ; ANDRADE, 1986). Mais l'intégration économique est limitée. Au XX^e siècle, le Nordeste devient la région « répulsive » du Brésil, la région d'émigration vers le sud et l'Amazonie (GARCIA, 1990). Comme le souligne MARTINE (1992), le *sertão* joue le rôle de poumon démographique du Brésil, parce qu'il est capable d'absorber ou de retenir des contingents importants de population. CUERT-MULLER (1994) montre qu'entre 1970 et 1985 la population employée dans le secteur agricole y est passée de 3 à 4,2 millions de personnes et que cette main-d'œuvre constitue un réservoir utilisé de manière occasionnelle.

En contrepartie, les transferts financiers de l'Etat fédéral vers le Nordeste ont été constants au cours des deux derniers siècles. Mais ils n'ont jamais compensé les énormes transferts de capital puis de ressources humaines opérés du Nordeste en faveur du sud-est (OLIVEIRA, 1981 ; GARCIA, 1990). « En 1936 fut délimité un périmètre de 620 000 kilomètres carrés, le *poligono das secas* [polygone des sécheresses], définissant l'aire où l'aide du gouvernement fédéral pouvait être dispensée, un enjeu qui explique ses agrandissements successifs en 1946 et 1951 : il s'étend aujourd'hui sur 936 993 kilomètres carrés » (THERY, 1995a). Les aides de l'Etat fédéral sont directement proportionnelles à l'ampleur des crises climatiques, les sécheresses. Leur distribution contrôlée par l'élite locale renforce le pouvoir indiscuté de cette dernière. Certains évoquent l'industrie de la faim pour rendre compte des profits qu'en retirent les élites. En 1958, après une très grave sécheresse, un groupe de travail pour le développement du Nordeste est créé. Il donnera naissance l'année suivante à

2. Le vacher est rémunéré grâce à un veau né sur quatre, choisi par le propriétaire.

la Sudene, l'administration chargée par le gouvernement fédéral de la « planification régionale globale » (OLIVEIRA, 1981). Les intellectuels qui la dirigent, en particulier l'économiste Celso Furtado, cherchent à promouvoir l'industrialisation par une politique d'incitation fiscale et à moderniser le secteur agricole en facilitant la transformation des latifundia³ et des petites exploitations paysannes en entreprises rurales⁴. La réforme agraire est envisagée. Mais le sujet deviendra vite tabou après le coup d'Etat militaire de 1964.

Le modèle de développement imaginé est un compromis qui allie modernisation et emploi rural via l'appui à l'agriculture d'entreprise et l'organisation des communautés rurales de petits producteurs. La mise en place d'infrastructures marque les premiers temps de cette politique et mobilise l'essentiel des moyens financiers. Au cours des années 60, l'étendue du réseau routier est multipliée par trois, celle des routes asphaltées par dix (THERY, 1995a). C'est l'époque du miracle économique brésilien et les ressources financières coulent à flots.

De manière classique, si la réalisation des infrastructures est satisfaisante, les indices de développement sont moins évidents. Vient alors la période des projets publics et du crédit subventionné : Polonordeste, Sertanejo, Chapeu de Couro, São Vicente, projet d'appui à la petite production (Papp) quelques années plus tard, entre autres. A l'origine, ces projets visaient à la fois à renforcer l'émergence de pôles de développement, en particulier grâce à la mise en place de périmètres publics d'irrigation, et à résoudre les problèmes liés à la pauvreté. Dans le *sertão*, il s'est surtout agi du cofinancement d'infrastructures communautaires (écoles, magasins, points d'eau, postes de santé, etc.), construites essentiellement à partir de la mobilisation gratuite de la main-d'œuvre locale (AMMAN, 1985).

L'exode rural ne se tarit pas. La demande en main-d'œuvre au sud est forte. Avec le retour à la démocratie dans les années 80, le sentiment de crise se traduit à l'échelon national par des discours récurrents sur la montée de la violence, sur l'incapacité à contrôler l'hypertrophie des métropoles en réduisant les flux d'exode rural et à enrayer les phénomènes de paupérisation. Après le mythe de la modernité, vient ainsi le temps des doutes. L'ensemble de la classe politique, et plus largement la société, a pris conscience des difficultés rencontrées par ces différents projets. Les inquiétudes sur le modèle de développement brésilien et sur le rôle du secteur agricole en général et de l'agri-

3. Latifundia : propriété de grande taille, sous-exploitée, mise en valeur par des « dépendants » pour le compte d'un propriétaire, souvent absentéiste. Le propriétaire poursuit une logique foncière, qui s'accompagne de relations de type paternaliste avec ses dépendants.

4. Entreprises rurales : forme d'organisation répondant essentiellement à une logique économique. La rentabilité de l'investissement est l'objectif principal. Les relations de travail s'organisent autour du salariat.

culture familiale en particulier sont autant de questions adressées à la recherche nationale.

De nombreuses appellations sont utilisées lorsqu'on évoque l'agriculture familiale : petit producteur, agriculture paysanne, agriculture de subsistance, *minifundium*... Elles n'ont pas toutes le même sens. Le terme d'agriculture paysanne (*agricultura camponesa*) convient pour qualifier une partie seulement de cet univers. Il exclut les petites entreprises familiales. Il est associé à la permanence d'une société paysanne au sens de MENDRAS (1976)⁵. Malgré sa connotation politique ou idéologique défavorable spécifique au contexte brésilien⁶, il caractérise pourtant encore une majorité des producteurs des communautés du *sertão*. Au Brésil, en général, l'attachement au « pays » reste relatif. Les mouvements de la population rurale ont toujours été et sont encore importants, principalement sur les fronts pionniers et dans les régions d'exode. En revanche, dans le *sertão* nordestin, cet attachement est réel. Les migrations d'agriculteurs du *sertão* ont été longtemps essentiellement saisonnières (récolte du café, du tabac ou de la canne à sucre) ou temporaires. Au bout de quelques années, l'agriculteur revenait au pays acheter un lopin de terre ou un troupeau avec le petit capital accumulé durant son exil. Comme le montre MORÃES-SILVA (1999), les migrations définitives constituent un phénomène récent, apparu au cours des dernières décennies.

C'est en fonction de ces éléments qu'il semble pertinent de définir par défaut l'agriculture familiale, comme l'ensemble des formes de production qui s'opposent aux latifundia et aux entreprises rurales, cibles préférentielles de la politique de modernisation. L'agriculture familiale, ainsi identifiée, regroupe des expressions sociales et des modes de production très diversifiés, mais présente certaines caractéristiques communes, comme la valorisation de la main-d'œuvre familiale et l'autonomie de la gestion des moyens de production (SIDERSKY, 1989).

L'agriculture familiale : une histoire de résistances et d'adaptations

L'histoire de l'agriculture familiale du *sertão* se confond largement avec celle de l'évolution des systèmes d'élevage (CARON, 1998). L'agriculture y est restée

5. Selon la définition de MENDRAS (1976), on peut parler d'agriculture paysanne là où subsiste une société paysanne marquée par des relations de proximité et d'interconnaissance, une autonomie relative par rapport au marché et la médiation de notables locaux.

6. La crainte suscitée par les mouvements sociaux des ligues paysannes auprès des élites terriennes du Nordeste a contribué au coup d'Etat militaire de 1964.

longtemps vivrière et marginale ou concentrée dans les zones plus élevées et humides d'*agreste* et de *brejo*, aux marges de la zone semi-aride (voir la carte 1 en annexe). L'agriculture irriguée est encore récente (MOLLE, 1991a) et son potentiel est limité à 5 % des 940 000 kilomètres carrés de la région correspondant aux terres alluviales des vallées ou bas-fonds, situées dans les entailles géologiques (MOLLE, 1992).

La colonisation du *sertão*

Les premiers domaines fonciers du *sertão* sont conquis au XVII^e siècle sur les terres des tribus indiennes tupi. Ce sont de véritables empires, les *sesmarias*. Elles sont attribuées par les *capitanias*, représentant la couronne portugaise, aux nobles, aux grands propriétaires fonciers, aux seigneurs de la terre, appelés colonels ou *fazendeiros*. Les *sesmarias* sont mesurées en lieues⁷ de chaque côté des cours d'eau, sans limite physique précise. Il est courant de maintenir une marge d'une lieue non attribuée entre deux domaines pour éviter les mélanges de troupeaux et autres litiges (GARCEZ et SENA, 1992).

La colonisation est caractérisée par la concentration, l'imprécision des limites foncières, l'absentéisme des propriétaires terriens et la faiblesse des investissements dans le secteur agricole. Très tôt, les premiers conflits éclatent. Ils sont de nature féodale et opposent les grandes familles entre elles ou aux communautés indiennes (GARCEZ et SENA, 1992)⁸. L'occupation s'opère à des dates différentes selon les régions du *sertão*. Les voies naturelles d'accès, les caractéristiques plus ou moins hostiles du milieu local, la présence de ressources hydriques, la localisation stratégique de certains sites à la croisée d'axes de communication jouent un rôle important. Dans le *sertão* central, vers le milieu du XVII^e siècle, la plus grande partie des terres appartient à deux familles, celle des Guedes de Brito et celle des Dias d'Avila. Cette dernière possédait, en 1710, « plus de 340 lieues de terres sur les rives du São Francisco et de ses affluents » (ANDRADE, 1986). Mais souvent l'occupation est plus tardive. La région de Pintadas, par exemple, dans le centre de l'Etat de Bahia (figure 3), est exploitée à partir du XIX^e siècle, alors que les régions voisines (Mundo Novo, Baixa Grande) sont déjà occupées depuis le siècle précédent. Pintadas est située dans une région moins pluvieuse, en dehors des axes de communication et ne dispose d'aucune source d'eau permanente.

7. Une lieue correspond environ à 6 kilomètres.

8. Il y eut également des litiges entre l'Etat et l'Eglise, concernant les attributions antérieures faites par la couronne portugaise à des ordres missionnaire chargés d'évangéliser les communautés indiennes. Ils concernent le droit à collecter l'impôt. La municipalité de Juazeiro, sur les berges du São Francisco, s'oppose ainsi depuis 1840 à la paroisse locale. La séparation de l'Eglise et de l'Etat avec la proclamation de la république à la fin du XIX^e siècle envenime la situation. Dans le cas de Juazeiro, le litige n'est réglé qu'en 1927 par la démarcation des périmètres respectifs de la paroisse et de la municipalité.



Figure 3. Le Nordeste et les sites évoqués.

Le repli économique et l'émergence d'un paysannat

Au cours du XVIII^e siècle, la croissance économique du secteur minier dans l'État de Minas Gerais et la crise du secteur sucrier entraînent une crise de l'économie nordestine et le déplacement du bassin de production bovine vers le sud du Brésil (FURTADO, 1977). Les énormes latifundia commencent à se fractionner du fait de l'absentéisme des propriétaires et de la crise de l'élevage bovin.

Avec la loi de la terre de 1850, des petits propriétaires s'installent. Des communautés apparaissent et se matérialisent par de petits hameaux à proximité des points d'eau. Aujourd'hui, leurs membres sont les descendants des premiers occupants ou des acquéreurs de ces anciennes *fazendas*. De nombreux vachers, métis, esclaves affranchis ou repris de justice prennent aussi possession de lopins de terre situés entre les *sesmarias* ou inexploités (PRADO, 1960).

Une économie paysanne naît et se développe au sein des petites exploitations, de plus en plus nombreuses. Dans les zones les plus arides, les caprins, mieux adaptés à la sécheresse et aux besoins de consommation des familles paysannes, sont préférés aux bovins. L'incertitude climatique rend aléatoire toute activité agricole, pratiquée dans la plupart des cas pour subvenir aux besoins de consommation. Les cultures occupent de petites surfaces clôturées. Certains produits sont vendus comme le fromage, les graines de ricin et les petits ruminants pour acheter d'autres produits, le poivre, le sel, les tissus et le café, entre autres.

Dans les zones plus favorisées par la pluie, l'élevage bovin est consolidé par la culture du cotonnier arbustif. Le coton s'étend rapidement à partir du XIX^e siècle. En raison de la guerre de Sécession et de l'effondrement de la production nord-américaine, l'industrie anglaise investit dans le Nordeste. Le coton est toujours associé à l'élevage bovin. Des métayers produisent le coton sur les terres de *fazendeiros*, dont les troupeaux valorisent les restes de culture. Cette évolution touche principalement les Etats de Ceará, de Rio Grande do Norte, de Paraíba et de Pernambouc. D'après SILVA et LIMA (1982), l'aire d'extension du coton n'a jamais dépassé 21,6 % de la superficie du *sertão*.

Les fronts pionniers, l'appropriation de l'espace et la modernisation agricole

Dès le début du XX^e siècle, la croissance démographique se traduit par une pression sur l'espace, en particulier sur les parcours. Dans l'Etat de Ceará par exemple, le nombre d'exploitations passe de 16 223 en 1920 à 93 382 vingt ans plus tard, alors que la surface agricole n'augmente que de 50 % (BAZIN, 1993). Le manque de fourrages lors des sécheresses conduit certains grands propriétaires à clôturer leurs terres dès les années 20, d'autant plus que les premiers zébus introduits à l'époque sont moins résistants aux conditions difficiles du *sertão*. L'appropriation individuelle de ressources exploitées jusqu'alors collectivement commence.

La diffusion de plantes pérennes permet de saisir de nouvelles opportunités de marché. Elles exigent moins de main-d'œuvre que les cultures vivrières annuelles⁹. En planter quelques hectares tous les ans permet de marquer le territoire et d'étendre les superficies « en propriété ». C'est le cas du coton-

9. Les surfaces de cultures annuelles restent faibles et dépassent rarement 2 à 3 hectares par exploitation familiale. En effet, l'exigence en main-d'œuvre est forte, alors que cette dernière est essentiellement familiale et que le métayage est presque inexistant (hormis celui pratiqué par les *fazendeiros*). La défriche et les techniques culturales sont manuelles. Les clôtures nécessaires à la protection contre la divagation des animaux sont en bois. Leur construction et leur entretien représentent une charge de main-d'œuvre importante, même si les clôtures sont réalisées durant la saison sèche.

nier arbustif dès la guerre de Sécession. C'est aussi le cas du sisal ou du ricin à partir de 1950 dans le sertão central de la Bahia. C'est enfin le cas des productions fourragères à partir des années 30 pour le cactus inerme (*Opuntia* sp.) et des années 70 pour les graminées, comme le *capim buffel* (*Cenchrus ciliaris*).

Le fil de fer barbelé qui se substitue à la clôture en bois à compter des années 60 permet de clôturer rapidement de grandes surfaces, avec peu d'entretien et de main-d'œuvre.

La structure foncière locale et la présence ou l'absence de grands *fazendeiros* conditionnent les dynamiques pionnières. La présence des *fazendeiros* accentue la pression sur l'espace et ses ressources. Ce sont eux qui historiquement clôturent les premiers, grâce aux moyens financiers dont ils disposent ou qu'ils sont en mesure de mobiliser par l'intermédiaire des projets publics de développement. Leurs animaux pâturent durant la saison des pluies sur les terres non clôturées et utilisent en saison sèche la production fourragère des enclos. La pression sur les ressources entraîne alors une généralisation rapide de l'enclosure.

Des conflits éclatent souvent. Certains se traduisent par la pose sauvage de clôtures sur des terres n'appartenant pas au propriétaire. Il s'agit du *grilagem*¹⁰, qui se termine soit par un bain de sang, soit par la résignation du propriétaire lésé, réel ou supposé. D'autres se fondent sur de nouvelles réglementations juridiques. La loi du *pê alto* est à ce titre remarquable. Alors qu'auparavant la situation qui prévalait obligeait celui qui cultivait à protéger ses champs, dans certains municipes comme en 1964 à Pintadas et à Ipirá dans le centre de la Bahia (figure 3), des éleveurs de bovins réussirent à faire voter un décret municipal d'application d'une loi fédérale qui contraignait les éleveurs à contrôler la divagation de leurs animaux. Plutôt que d'avoir à clôturer leurs pâturages avec 7 à 10 fils de fer barbelés pour empêcher la pénétration de petits ruminants, ils pouvaient réduire l'investissement à 4 fils, suffisants pour les bovins, en faisant interdire les déplacements des animaux. Cette obligation s'est bien souvent transformée pour ceux qui en avaient les moyens, en une appropriation : « la terre est à celui qui la clôture ». De nombreux cas de *grilagem* sont apparus, suivis de conflits.

Les espaces se diversifient. Généralement, dans le Nordeste, ils sont aujourd'hui entièrement divisés par des clôtures. Les systèmes techniques de production, supports et conséquences de ces transformations, évoluent. La

10. Le *grilagem* est le nom donné à l'appropriation frauduleuse de terres, souvent violente, se traduisant par l'expulsion des occupants de ces terres. *Grileiro* (celui qui s'approprie la terre) et *grilagem* viennent, dit-on, de *grilo* (le grillon), car les *fazendeiros* usant de cette pratique plaçaient de faux titres de propriété dans des tiroirs remplis de grillons afin de les faire jaunir.

déforestation et la mise en culture des surfaces de *caatinga*¹¹ augmentent. On assiste à la généralisation de la clôture à 3 ou 4 fils. Les prairies de graminées fourragères s'étendent considérablement. Elles permettent d'augmenter la capacité de charge des pâturages et, dans certains cas, la reconversion vers la production laitière. Ces évolutions vont de pair avec la croissance rapide du nombre de petits exploitants, les minifundistes. En effet, il n'y a plus de nouveaux espaces à coloniser et les patrimoines fonciers continuent à se diviser à une cadence rapide. Ceux qui ne peuvent s'adapter deviennent salariés agricoles ou migrent vers le sud, industriel et urbain, ou vers les fronts pionniers amazoniens. L'effondrement des cours des produits agricoles de culture sèche à partir des années 80 entraîne une reconversion de nombreux producteurs vers un élevage consommateur d'espace.

Ces évolutions et ces recompositions se déroulent dans un contexte très incertain du point de vue foncier. Jusque dans les années 80, la plupart des petits producteurs ne possèdent toujours pas de titre de propriété. Ces imprécisions légales entraînent des conflits juridiques, où l'on voit resurgir des titres de propriété datant de la monarchie. Elles se doublent d'une absence de délimitation physique : les limites territoriales sont souvent sujettes à conflit. L'appareil réglementaire de l'Etat est déficient. C'est la loi du plus fort qui prime.

C'est dans cette situation que l'irrigation apparaît très tardivement dans le Nordeste. MOLLE (1991) évoque plusieurs facteurs pour expliquer ce retard dans le développement d'une société hydraulique. D'après lui, l'agriculture irriguée représente un stade d'intensification de l'activité agricole qui ne trouve absolument pas sa place dans une société tournée, depuis les débuts de la colonisation, vers l'élevage extensif. De la fin du XIX^e siècle aux années 70, les politiques hydriques ont donné la priorité à l'approvisionnement en eau des hommes et des troupeaux grâce à la construction de grands barrages (voir le chapitre « Gestion de l'eau en système pluvial »). MOLLE (1991b) rappelle que l'agriculture restait méprisée, confiée d'abord aux Indiens et aux Métis, puis aux salariés et aux métayers. Les caractéristiques des structures sociopolitiques régionales et locales qui prédominent jusqu'aux années 70 expliquent aussi ce retard : rigidité de la structure foncière, détournements des efforts entrepris par le gouvernement fédéral, archaïsme et immobilisme des structures sociales héritées de la colonisation.

11. Le terme *caatinga* est formé de deux mots indiens tupi qui signifient forêt blanche en référence à son aspect durant la saison sèche. Formation extrêmement diversifiée en fonction du type de sol, on y trouve des arbres et des arbustes souvent épineux et caducifoliés, qui donnent à la végétation un aspect morne et gris en saison sèche, des plantes succulentes (cactacées et euphorbiacées), des broméliacées terrestres coriaces et épineuses et un couvert herbacé constitué d'espèces annuelles.

Un regain d'intérêt pour l'agriculture familiale brésilienne

Aujourd'hui, l'agriculture familiale rassemble la majorité de la population rurale. Elle regroupe au Brésil environ 6,5 millions d'exploitations, dont plus de la moitié sont localisées dans la région du Nordeste (FAO et INCRA, 1996). Son importance est non seulement sociale, mais aussi économique, tant par sa présence massive sur les marchés des produits vivriers (maïs, haricots, pommes de terre, bananes...) et d'exportation (cacao, café, oranges...) que par les revenus et les emplois qu'elle procure (VEIGA, 1994). Quelques chiffres permettent de préciser cette importance sociale et économique. Selon l'IBGE (1985), les exploitations familiales occupent 56 % des actifs agricoles, ce qui correspond à environ 15 millions de personnes. Elles sont responsables d'environ 30 % de la production agricole nationale, pour 22 % de la surface agricole totale (la taille moyenne des exploitations est de 13 hectares dans le Nordeste — FAO et INCRA, 1996). Pourtant, elles ne bénéficient que de 15 % des financements publics. Dans le Nordeste, l'agriculture familiale subsiste dans le cadre des ruptures et des limites écologiques, économiques, techniques, sociales et politiques du modèle dominant (TONNEAU *et al.*, 1997). Elle occupe le plus souvent les espaces géographiques et économiques « méprisés » par les grandes propriétés et les entreprises, comme nous le verrons dans le chapitre suivant. Elle concerne cependant toujours une part importante de la population nordestine, environ 3 millions de familles, soit près de 40 % des exploitations agricoles de l'ensemble du Brésil (FAO et INCRA, 1996). Malgré son importance démographique et économique, elle recouvre une réalité mal connue. Elle fait seulement depuis peu l'objet d'attentions spéciales de la part des organismes d'appui au secteur agricole.

Les institutions publiques de recherche et de développement, mises en place dans les années 70, ont été conçues comme des instruments de la politique de modernisation qui visait à promouvoir le modèle de la révolution verte (variétés sélectionnées, utilisation intensive d'engrais et de pesticides, irrigation, mécanisation...). Elles ont été globalement efficaces et la production agricole a fortement augmenté. Mais la modernisation a été sélective. Elle a été source de marginalisation sociale et géographique. Les efforts de modernisation de l'agriculture n'ont pu empêcher la concentration des investissements publics et privés et la marginalisation de l'agriculture familiale, hormis quelques situations isolées. Depuis le milieu des années 80, ces institutions constatent qu'elles ne parviennent pas à accompagner la demande de l'agriculture familiale dans le domaine social, économique et même technique. Elles s'engagent dans un processus d'évaluation et de redéfinition de leurs missions (ABRAMOVAY, 1998) et prêtent une attention particulière au contexte économique et aux conditions écologiques de la production (environnement et qualité des produits).

L'Embrapa, l'organisme brésilien de recherche agronomique, reconnaît que la recherche s'est montrée inefficace en raison de l'orientation de ses travaux,

qui, à l'image des pays développés, visaient la conception de modèles à haute productivité biologique et à forte consommation d'intrants, sans prendre en compte la diversité écologique (EMBRAPA, 1994). L'exclusivité accordée aux recherches disciplinaires conduites en station expérimentale ne tenait pas compte des conditions de production. Les programmes de recherche ont longtemps porté sur une culture ou sur un produit particulier sans valoriser la diversification de la production à l'échelle de l'exploitation, ni les recherches économiques et sociales sur les « rationalités » des producteurs et sur les processus d'innovation. Enfin, les producteurs et les agents de développement n'étaient pas associés à la définition et à la mise en œuvre des thèmes et des activités de recherche.

« La modernisation a entraîné des modifications indiscutables des caractéristiques techniques et économiques de l'agriculture brésilienne, mais n'a pas été capable de le faire sans l'exclusion d'un nombre important de petits producteurs ; ce modèle de développement, malgré l'augmentation de la production globale, s'est traduit par une détérioration du marché urbain et rural de l'emploi, par l'augmentation des prix des denrées alimentaires, par la marginalisation de plus de deux tiers de la population rurale, par la dégradation de l'environnement et par l'occupation anarchique du territoire national » (EMBRAPA, 1994). Ce constat a conduit à proposer des dispositifs spécifiques d'appui à l'agriculture familiale, que justifiaient les évolutions récentes du monde agricole et le contexte politique.

L'agriculture familiale est de plus en plus présente dans les discours. Un réel consensus politique se dégage autour de l'appui dont elle devrait bénéficier. Les objectifs sont en général de créer des emplois, de réduire l'exode rural, de diminuer les prix des denrées alimentaires, d'aménager l'espace, de gérer durablement les ressources naturelles et d'atténuer la misère. Les institutions s'interrogent, entre autres, sur les formes que cet appui pourrait prendre pour être efficace et sur les conditions de la mise en place d'un programme de réforme agraire. Mais les divergences sur les modalités de mise en œuvre d'un ensemble cohérent d'actions sont importantes.

L'Etat et ses institutions manquent cruellement d'informations et de données sur les réalités multiples que recouvre le terme générique d'agriculture familiale. Les conditions et les formes d'accumulation et de reproduction de l'agriculture familiale et la gestion de systèmes diversifiés sont, par exemple, des thèmes peu explorés. L'insuffisance des connaissances disponibles laisse libre cours à des débats qui sont souvent, et avant tout, idéologiques. Entre la nécessaire redistribution inter et intrarégionale et l'adaptation forcée à un marché compétitif, entre deux visions, l'une sociale, l'autre néo-libérale, le discours enflammé prend souvent le pas.

Cette synthèse adopte une démarche différente. Elle a pour ambition d'ancrer l'analyse dans le divers et le complexe, que ce soit dans le champ du technique, de l'économique ou du social.